**Intervention groupes socialiste et communiste**

**Débat d’orientation budgétaire 2019**

**Conseil communautaire 13 novembre 2018**

Un débat d’orientation budgétaire précise les choix budgétaires de toute collectivité, et encore plus ceux d’un EPCI, qui ne peut se contenter d’improvisations annuelles.

Bien au contraire, c’est l’affirmation de choix politiques d’orientations budgétaires, de programme de travaux qui s’inscrivent dans une stratégie tracée pour un mandat, voire au-delà…

Cependant, toute collectivité n’est pas seul maître de son destin. Elle est tributaire des directives, des orientations de ses partenaires. Ces orientations peuvent être très positives, comme c’est le cas du soutien de la Région au travers du contrat métropolitain. Contrat qui fixe au-delà de 2020 les grands dossiers ­– économie, recherche, enseignement supérieur – mais aussi le soutien aux plus petites communes.

La ruralité est souvent considérée comme pénalisée par les stratégies métropolitaines. A la communauté urbaine, bien au contraire, la ruralité est prise en considération tant dans l’action quotidienne qu’au travers du montage des dossiers de subventions (contrat de ruralité, Feader, aides régionales). A ce titre, la communauté urbaine et son ingénierie apportent un vrai service et une vraie plus-value.

A celles et ceux qui fustigent la dérive technocratique des intercommunalités et la perte de prérogatives des communes, nous pouvons opposer que la communauté y palie pour traiter équitablement toutes les communes qui ont des projets.

Voilà donc ce qu’on pourrait dire des bons choix, pérennes et structurés, de notre collectivité pour ce DOB. Le budget à venir s’inscrit dans la lignée des précédents, tout en affirmant une vraie dynamique d’investissement au service de tout le territoire.

Notre capacité d’investissement, contrairement à certains mensonges, est tout à fait réaliste… Et ce n’est pas la Chambre régionale des comptes qui fixe les choix d’une collectivité.

Certains opposants se contentent de verbiage stérile devant quelques supporters. Pour répondre aux enjeux sociaux, agricoles, énergétiques, environnementaux, la majorité communautaire a les idées claires et ces orientations budgétaires le démontrent.

C’est l’avenir d’un territoire au sein d’une grande Région qui se joue aujourd’hui. Fort justement, la communauté est reconnue comme acteur essentiel du développement économique, de l’aménagement tant par ses partenaires que par les habitants.

Parler des dotations des partenaires, c’est aussi parler de la mainmise de l’Etat sur les collectivités. La véritable tutelle exercée par l’actuel gouvernement met à mal les efforts financiers passés et justifiés des collectivités pour redresser les finances de la France. C’est la bronca dans les territoires, petits et grands. Ce gouvernement est sourd à leurs revendications légitimes.

Sans parler du contexte européen ou mondial qui fait craindre des risques pour la croissance. Le contexte de reprise économique porteur de tant d’espoir est plus faible que prévu et chahuté par des décisions gouvernementales à l’emporte-pièce !

Avec les contraintes imposées par l’Etat et des incertitudes pour l’avenir, les collectivités auront du mal à assurer les transformations environnementales indispensables pour préserver notre planète. Elles auront également du mal à répondre aux besoins sociaux et de pouvoir d’achat qui se font entendre dans la gronde actuelle.

Tout ceci peut paraître loin de notre DOB. Pourtant, comment ne pas l’entendre et en tenir compte. Il faut aussi savoir le dénoncer et ne pas toujours subir.

Malgré cela, nous sommes fiers et forts et mettons tout en œuvre pour tenir notre cap.